

CHAPITRE III

Composition et Organisation

Art. 3. – Le Comité de pilotage comprend :

- Le Premier Ministre ;
- Le Ministre en charge du Travail ;
- Le Ministre en charge de l'Agriculture ;
- Le Ministre en charge de la Justice ;
- Le ministre en Charge de l'Economie et des Finances ;
- Le Ministre en charge de l'Administration du territoire ;
- Le Ministre en charge de l'Education nationale ;
- Le ministre en charge de l'Enseignement technique et de la Formation Professionnelle ;
- Le ministre en charge de la Famille ;
- Le ministre en charge de la Jeunesse ;
- Le Ministre en charge de la Communication ;
- Deux représentants des producteurs ;
- Le Directeur exécutif de l'Autorité de Régulation du Café et du Cacao (ARCC) ;
- Le Secrétaire exécutif du Fonds de Développement et de Promotion des Activités des Producteurs de Café et de Cacao (FDPCC).

SECTION I

La Présidence

Art. 4. – Le Premier Ministre est le Président du Comité de pilotage du Système de Suivi du travail des enfants dans le cadre de la certification du processus de production du cacao. A ce titre, il supervise l'ensemble des activités du Comité de pilotage.

Art. 5. – Le Premier Ministre, Président du Comité de pilotage est assisté de deux (2) Vice-Présidents.

- Le Ministre en charge du Travail : 1^{er} Vice-Président ;
- Le Ministre en charge de l'Agriculture : 2^e Vice-Président.

Art. 6. – Le comité de pilotage du Système de Suivi du Travail des enfants se réunit au moins une (1) fois par mois sur convocation de son Président.

SECTION II

Le Secrétariat Exécutif

Art. 7. – Pour atteindre ses objectifs, le Comité de Pilotage se dote d'un Secrétariat exécutif qui est chargé de l'exécution du projet Système de Suivi du Travail des Enfants dans le cadre de la certification du processus de production du cacao. Il est dirigé par un Secrétaire exécutif qui est le responsable de la gestion quotidienne dudit projet.

Art. 8. – Le Secrétaire exécutif est nommé par arrêté du Premier Ministre sur proposition conjointe du ministre en charge du travail et du ministre en charge de l'Agriculture. Il assure le Secrétariat du Comité de Pilotage.

Art. 9. – Le Secrétaire exécutif est chargé de l'exécution du programme de certification. Il a pour missions de :

- préparer et mettre en œuvre de façon opérationnelle le programme de certification élaboré par le comité de pilotage ;
- poursuivre les négociations relatives à la certification ;

– veiller à la bonne exécution des engagements pris par la Côte d'Ivoire ;

– exécuter le budget arrêté par le Comité de Pilotage.

Art. 10. – Le Secrétariat exécutif est composé de membres suivants :

- un Conseiller spécial du Premier Ministre ;
- le Directeur général du Travail du ministère en charge du Travail ;
- le Directeur général en charge des Productions Agricoles du ministère en charge de l'Agriculture ;
- le directeur en charge de la Protection de l'Enfance du ministère en charge de la Famille ;
- un représentant du Directeur exécutif de l'ARCC.

Afin de mieux accomplir sa mission, le Secrétariat exécutif est doté de trois départements :

- le Département administratif et financier ;
- le Département de la Certification ;
- le Département de la Communication et des Relations publiques.

Les responsables des différents départements sont nommés par arrêté conjoint des vice-Présidents sur proposition du secrétaire exécutif.

Le secrétariat exécutif se réunit au moins une fois par semaine.

CHAPITRE IV

Dispositions finales

Art. 11. – Les procédures de gestion administrative et financière du projet feront l'objet de manuels proposés par le Secrétaire exécutif et validés par le Comité de Pilotage.

Art. 12. – Le fonctionnement du Comité de Pilotage fera l'objet d'un règlement intérieur.

Art. 13. – Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires.

Art. 14. – Le ministre de la Fonction publique, de l'Emploi et de la Réforme administrative, le ministre de l'Agriculture et le ministre de la Famille et des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 28 mars 2007.

Laurent GBAGBO.

**MINISTERE
DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

DECRET n° 2007- 477 du 16 mai 2007 portant création, Attributions, Organisation et fonctionnement de l'Université Internationale de Grand-Bassam.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Sur rapport conjoint du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, du ministre des Affaires étrangères et du ministre de l'Economie et des Finances ;

Vu la Constitution ;

Vu le Protocole d'Accord entre la République de Côte d'Ivoire et Georgia State University relatif à la création d'une université Internationale, signé le 11 octobre 1998 ;